

16 mars 2010

## **Un secret bien gardé par les « grands médias »** **Cuba : la marche vers le développement durable (Resurgence Magazine)**

**Helen YAFFE**



*Le Grand Soir : « le Bio c'est bon, mais pas assez de rendement pour nourrir un pays » ... « le développement durable, c'est juste une théorie, non ? ». Vous avez déjà entendu ces phrases ? Eh bien voilà un pays qui s'est vu contraint et forcé de passer au bio et au développement durable ; qui a vu ses rendements augmenter par rapport à l'agriculture industrielle ; qui a connu le fameux « pic pétrolier » qui nous guette... Qui a pris des mesures il y a 3 ans que la presse occidentale a raillées mais que l'on voit aujourd'hui adoptées en France... Bref, encore un secret bien gardé par nos médias. Même lorsque l'avenir est en jeu et qu'on aurait des leçons à apprendre d'une expérience menée sous notre nez et à l'échelle d'un pays, ils préfèrent se taire et nous parler de Cohn-Bendit. Par anticommunisme viscéral ? Par détermination à cacher encore une réussite de la Révolution Cubaine ? Par simple stupidité généralisée ? Quelqu'un aurait-il une autre explication ?*

*Les modèles à succès du développement durable à Cuba – alimentation, logement et santé – sont désormais copiés à travers toute l'Amérique latine*

Cuba a célébré le 50ème anniversaire de sa révolution en 2009. Le peuple cubain a résisté à 5 décennies d'hostilité de la part des Etats-Unis et de leurs alliés internationaux. Cuba a résisté notamment par la réaffirmation de sa souveraineté nationale mais aussi par la création d'un modèle de développement alternatif centré sur l'environnement et l'humain.

En appliquant à la société cubaine les indices de développement économique classiques, par exemple en focalisant sur le niveau de revenu par habitant, le PNB ou le niveau de consommation, les commentateurs concluent souvent que la révolution a échoué à sortir le peuple cubain de la pauvreté. Mais ils oublient que l'état cubain garantit à chaque citoyen une « ration » alimentaire de base; que la plupart des revenus ne sont pas imposables; que la plupart des gens sont propriétaires de leur logement ou paient un loyer minime; que le coût des charges, du transport et de la médecine sont symboliques; que l'opéra, le cinéma et la ballet sont accessibles à tous.

Une éducation et une santé de qualité sont gratuites. Tous ces éléments font partie des richesses matérielles de Cuba et ne peuvent être ignorés - comme si le seule indice de croissance économique était la consommation de DVD ou de caméras digitales.

Le défi pour nous consiste à comprendre la distinction entre *développement* et *croissance économique*. Face à d'énormes obstacles, Cuba a réussi malgré tout à passer d'une « néo-colonie » sous-développée à un état indépendant qui affiche les indicateurs de développement humain parmi les plus élevés au monde, une

éducation, des programmes de santé et un développement durable solidaires au niveau international.

Ce n'est pas un hasard si Cuba est le seul pays au monde, selon le rapport annuel *Living Planet* de 2006 de la WWF, à pratiquer un développement durable, c'est-à-dire connaître une amélioration de la qualité de vie tout en préservant les capacités de son écosystème.

### **Solutions locales**

L'effondrement du bloc socialiste entre 1989 et 1991 a provoqué l'effondrement du commerce extérieur de Cuba. En mars 1993, le PNB avait chuté de 35% et le pays connaissait de graves pénuries d'énergie, de fertilisants, d'aliments importés, de médicaments, de ciment, d'équipements et de ressources dans tous les secteurs. Cuba s'est trouvée dans l'obligation de chercher des solutions locales.

Dans l'agriculture, les fertilisants et pesticides biologiques, les techniques de rotation des cultures et les jardins urbains biologiques appelés *organoponicos* ont été développés, tandis que les tracteurs étaient remplacés par la main-d'œuvre et la traction animale. Des vélos ont été importés de Chine et le co-voiturage instauré. Au fur et à mesure de l'amélioration de l'économie, Cuba a étendu ces mesures en introduisant l'écotourisme et l'énergie solaire.

Tandis que des réformes économiques étaient mises en place, dont quelques concessions au « libre marché », la santé universelle et gratuite, la planification par l'état et la prédominance de la propriété publique ont été maintenues.

Incroyablement, eu égard à la sévérité de la crise, entre 1990 et 2003 le nombre de médecins cubains a augmenté de 76%, celui des dentistes de 46% et des infirmières de 16%. Le nombre de maternités a augmenté de 86%, de centres de soins pour les personnes âgées de 107% et les logements pour les handicapés de 47%. Le taux de mortalité infantile est tombé et l'espérance de vie a augmenté. Les échanges internationaux ont augmenté aussi et des milliers de spécialistes cubains, dont des professionnels de la santé et de l'éducation, se sont portés volontaires pour travailler dans des communautés pauvres à travers le monde. En novembre 2008, Cuba avait près de 30.000 médecins et professionnels de la santé travaillant dans 75 pays, fournissant soins et formations sur place. Son programme d'alphabétisation a permis d'apprendre à lire et à écrire à plus de 3,6 millions de personnes dans 23 pays.

2006 fut l'Année de la Révolution Énergétique à Cuba, une initiative majeure destinée à économiser et rationaliser la consommation d'énergie : installations de nouveaux générateurs, expérimentations d'énergies renouvelables et remplacement des vieux appareils (réfrigérateurs, téléviseurs et cuisinières) par des modèles plus économiques. Dix millions d'ampoules à basse consommation [*note du traducteur : faut-il rappeler ici comment les journalistes se sont moqués à l'époque des « ampoules de Castro » ?*] et plus de six millions de cuiseurs de riz électriques et d'auto-cuiseurs à pression ont été distribués gratuitement. L'objectif était d'améliorer la production électrique de l'île tout en économisant des millions de pesos consacrés à subventionner le carburant. Les subventions de l'état signifient que la consommation de l'énergie n'est pas rationnée par le marché : ce sont les rendements énergétiques,

et non les augmentations de tarifs, qui constituent le principal moyen pour réduire la consommation.

En s'appuyant sur la campagne d'économie d'énergie, Cuba a lancé en 2008 une nouvelle campagne pour augmenter la production alimentaire. A la suite de la fermeture de nombreuses centrales sucrières (\*), en 2007 près de 50% des terres arables étaient encore inexploitées et 80% des aliments toujours importés. L'augmentation des prix des aliments et des carburants a provoqué une augmentation de 1 milliard de dollars en importations entre 2007 et 2008. A présent, les terres inexploitées ont été distribuées en usufruit (prêt gratuit) à ceux qui désirent produire des aliments biologiques.

Désormais, les *organoponicos* de la Havane couvrent la totalité des besoins en fruits et légumes de la capitale. Ils sont complétés par des patios urbains, dont plus de 60.000 rien qu'à la Havane. Selon Sinan Koont, du Département des Etudes Latino-américaines de l'université de Dickinson, en Pennsylvanie, « *Ce n'est pas qu'une question d'économie, de production alimentaire ou de création d'emplois. C'est aussi une question de développement communautaire et de préservation et d'amélioration de l'environnement, par l'introduction dans les villes d'un mode de vie plus sain.* »

Pour comprendre ces réussites, il faut comprendre le rôle joué par l'état à Cuba. L'étatisme et la planification ont permis une utilisation rationnelle des ressources en équilibrant les exigences écologiques et de qualité de vie avec les objectifs économiques. Les critiques qui soulignent l'absence d'élections multipartites et de « société civile » à Cuba ne comprennent pas comment le système alternatif, composé d'organisations de base et de démocratie participative, garantit que l'état est représentatif de sa population et agit dans le sens de l'intérêt collectif. Sous le capitalisme, le secteur privé considère les ressources naturelles de la planète comme un apport « gratuit » de capital. Le parlementarisme à l'occidental dissuade les gouvernements élus pour un mandat limité de calculer les impacts humains ou écologiques à long terme produits par leurs politiques, tandis que le secteur privé pousse à la croissance économique qui est perçue comme une bonne chose par l'électorat. Or, l'exigence d'un développement durable crée une contradiction irréconciliable pour le capitalisme car dans le cadre d'un tel développement, la recherche de profit ne peut plus être le moteur de la production.

### **Le modèle de l'ALBA**

Au mois de décembre 2004, Cuba et le Venezuela ont concrétisé leur alliance par la formation d'une Alliance Bolivarienne pour les Amériques (ALBA – « *aube* » en espagnol). Entre 2006 et 2009, La Bolivie, le Nicaragua, la Dominique et le Honduras (sous la présidence de Zelaya – *càd avant le coup d'état récent... NdT*), l'Equateur, Saint Vincent et les Grenadines, ainsi que Antigua-et-Barbuda ont rejoint l'ALBA, transformant celle-ci en une zone de commerce significative. Les membres sont engagés dans des projets de coopération humanitaires, économiques et sociales à travers des échanges non mercantiles et à but non lucratif. La banque de l'ALBA a été inaugurée en décembre 2008 avec un capital de 2 milliards de dollars. Ses prêts ne sont pas assortis de conditions et elle fonctionne sur la base d'un consensus entre tous ses membres. Elle contribue à libérer des pays des diktats de la Banque Mondiale et du FMI. Au mois de janvier 2010, une nouvelle devise « virtuelle » qui

sert de base aux échanges au sein de l'ALBA a été créée et permet de soulager l'état exercé par le dollar US.

ALBA est le fruit du modèle de développement internationaliste cubain basé sur le bien-être. Elle est aussi l'expression des mouvements intégrationnistes pan-latino américains et de la montée des mouvements sociaux qui représentent les intérêts des communautés indigènes et les défavorisés. Ces secteurs exigent la mise en œuvre de développements rationnels qui respectent leurs traditions et l'environnement. La déclaration de l'ALBA d'avril 2009, « *Le capitalisme menace la vie sur terre* » fait écho à ces préoccupations.

La crise économique globale, le changement climatique, la crise alimentaire et la crise énergétique sont le résultat du capitalisme qui représente une menace pour la vie sur terre. Pour éviter une telle issue, il est nécessaire de développer et de forger une alternative au système capitaliste. Un système basé sur la solidarité et non la concurrence ; un système qui soit en harmonie avec la Terre Mère au lieu de piller ses ressources.

La 50ème anniversaire de la Révolution Cubaine ne doit pas être célébrée comme un événement historique mais comme une illustration vivante, et de plus en plus pertinente, de la possibilité de vivre dignement, et durablement, en dehors de la course au profit du capitalisme, avec le bien-être et l'environnement placés au centre des stratégies de développement. C'est une leçon qu'il nous faut apprendre d'urgence car, selon les mots de Fidel Castro lors du Sommet de la Terre en 1992, « *Demain, il sera trop tard* ».

Helen Yaffe

auteure de *Che Guevara : The Economics of Revolution*, éd. Palgrave Macmillan 2009, enseigne l'histoire de l'Amérique latine à *University College of London* et au *London School of Economics*.

Article original (accessible uniquement sur paiement - merci qui ?)

<http://www.resurgence.org/magazine/author1249-free-helen-yaffe.html>

*Traduction "encore Cuba ? - Ben oui, pourquoi ?" par VD pour le Grand Soir*

(\*) Lire **Cuba est une île**, de D. Bleitrach, Viktor Dedaj, J-F Bonaldi, éd. Le temps des Cerises. Une place importante y est consacrée à la restructuration de l'industrie sucrière et la manière extraordinairement *démocratique* que l'opération fut menée. <http://www.legrandsoir.info/Cuba-es...>

URL de cet article

<http://www.legrandsoir.info/Cuba-la-marche-vers-le-developpement-durable-Resurgence-Magazine.html>